AMNESTY INTERNATIONAL
PRESS RELEASE

Index AI : PRE01/264/2011
25 May 2011

Côte d'Ivoire. Les deux camps sont responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité

Les forces alliées à l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo comme celles soutenant son successeur Alassane Ouattara ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pendant les six mois de violences meurtrières qui ont suivi les élections controversées, a déclaré Amnesty International dans un rapport publié mercredi 25 mai 2011.

Ce document, intitulé *« Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu. » Retour sur six mois de violences post-électorales en Côte d'Ivoire*, qui contient des témoignages choquants de victimes et de témoins de massacres, de viols et de chasses à l'homme, conclut que les forces fidèles aux deux camps ont commis de graves violations du droit international humanitaire.

« Des atteintes aux droits humains sont toujours commises contre des partisans avérés ou supposés de Laurent Gbagbo à Abidjan et dans l'ouest du pays, a indiqué Gaëtan Mootoo, chercheur d'Amnesty International spécialiste de l'Afrique de l'Ouest.

« Le fait qu'Alassane Ouattara n'ait pas condamné ces actes pourrait être perçu par de nombreux membres de ses forces de sécurité et d'autres éléments armés combattant à leur côté comme un feu vert pour continuer de les perpétrer. Alassane Ouattara doit déclarer publiquement que toutes les violences contre la population civile doivent cesser immédiatement. »

Une délégation d'Amnesty International qui a passé plus de deux mois en Côte d'Ivoire a recueilli plus de 100 témoignages de personnes ayant survécu à un massacre le 29 mars 2011 à Duékoué (à environ 500 kilomètres à l'ouest d'Abidjan) et dans des villages voisins.

Tous font état d'une série d'homicides ciblés et systématiques commis par des agents en uniforme des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI, créées par Alassane Ouattara le 8 mars 2011) qui ont exécuté des centaines d'hommes de tous âges sur la base de considérations politiques et ethniques.

Avant de les tuer, ils ont demandé à leurs victimes de donner leur nom et de montrer leur carte d'identité. Certaines de ces cartes d'identité ont été trouvées à côté des corps.

Une habitante de Duékoué a raconté à Amnesty International :

« Ils [les agents des FRCI] sont entrés dans les cours et ont chassé les femmes. Puis, ils ont demandé aux hommes et aux jeunes de s'aligner et leur ont demandé de décliner leurs prénoms et noms et de présenter leurs cartes d'identité. Puis, ils les ont exécutés. J'ai assisté au tri qu'ils opéraient, trois jeunes hommes, dont un âgé d'une quinzaine d'années, ont été tués par balles devant moi. »

Le rapport d'Amnesty International rend également compte de l'inaction de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), basée à seulement un kilomètre du principal lieu des tueries commises à

Duékoué. Des victimes ont expliqué à l'organisation qu'elles avaient sollicité à plusieurs reprises l'aide de l'ONUCI mais n'avaient pas reçu de réponse.

La présence de l'ONUCI dans la région de Duékoué se limitait à un bataillon de 200 soldats, si bien que la protection des dizaines de milliers de personnes déplacées n'était pas assurée.

Amnesty International a lancé plusieurs appels, publiquement et de manière privée, pour que l'ONUCI renforce sa présence sur place, mais cela n'a pas été fait.

« L'ONUCI a pour mission de protéger la population civile, mais dans certains cas elle ne l'a manifestement pas fait, a souligné Gaëtan Mootoo. Des représentants de l'ONUCI nous ont dit qu'il incombait à l'État de protéger les civils ; cependant, étant donné que les forces nationales, d'abord sous l'autorité de Laurent Gbagbo puis sous celle d'Alassane Ouattara, ont elles-mêmes commis des atrocités, comment pouvons-nous attendre d'elles qu'elles protègent la population civile ? »

Les attaques contre les villages habités par des personnes appartenant à des groupes ethniques considérés comme favorables à Laurent Gbagbo se sont poursuivies au cours des premières semaines de mai. Entre le 6 et le 8 mai, plusieurs villages ont été incendiés et des dizaines de personnes ont été tuées. Les FRCI ont justifié ces actes en affirmant qu'elles cherchaient des armes et des mercenaires libériens.

Depuis décembre 2010, les forces et les milices fidèles à Laurent Gbagbo ont également commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des viols.

Fin février, elles ont commencé à bombarder un quartier densément peuplé d'Abidjan qui était passé aux mains d'éléments armés anti-Gbagbo, tuant plusieurs personnes.

Un témoin de ce bombardement a déclaré à Amnesty International :

« J'ai encore l'image de ces deux femmes dont les jambes ont été coupées quand l'obus est tombé. Elles ont été conduites à l'hôpital mais elles n'ont pas survécu à leurs blessures… »

Les milices fidèles à Laurent Gbagbo ont en outre brûlé des personnes. La plupart des victimes avaient un nom musulman ou portaient des vêtements musulmans.

Un témoin a décrit à Amnesty International comment une personne avait été brûlée vive le 27 février 2011 :

« J'ai vu qu'un jeune homme se faisait battre […]. Ils étaient armés de machettes, de gourdins et de briques. Tout en le frappant, ils disaient qu'il n'était pas originaire du quartier et l'accusaient d'être un rebelle. Ils lui ont passé plusieurs pneus autour du cou. Il vivait encore quand ils ont mis le feu aux pneus. »

Les multiples atteintes aux droits humains commises par toutes les parties au cours des six derniers mois ont profondément marqué et traumatisé des milliers de victimes, leurs familles et une grande partie de la population. Amnesty International exhorte les nouvelles autorités à rétablir de toute urgence l'état de droit et la confiance des citoyens dans des forces de sécurité impartiales.

Sans justice pour toutes les victimes, quelle que soit leur appartenance politique ou leur groupe ethnique, les appels à la réconciliation risquent de déboucher sur un compromis instable et insatisfaisant qui pourrait faire le lit de violences et de vengeances futures.

« Depuis plus d'une décennie, la Côte d'Ivoire est l'objet d'amnésie et d'amnisties. Tous les gouvernements qui se sont succédé ont délibérément refusé d'accepter la responsabilité qui leur incombait de lutter contre l'impunité. Il faut rompre ce cycle, a ajouté Gaëtan Mootoo.

« Le président Ouattara s'est engagé à mettre fin à l'impunité. Afin d'éviter de nouvelles attaques et violences punitives, il doit tenir cet engagement. »